Document généré le 23 avr. 2024 10:02

Québec français

La France, le Québec et la francophonie

Roger Chamberland

Numéro 114, été 1999

URI : https://id.erudit.org/iderudit/56175ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (imprimé)
1923-5119 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Chamberland, R. (1999). La France, le Québec et la francophonie. *Québec français*, (114), 1–1.

Tous droits réservés © Les Publications Québec français, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

La France, le Québec et la francophonie

On a cru longtemps que la France était un allié naturel du Québec, des pays francophones et de la francophonie en général. Mais certaines déclarations récentes devraient commencer à nous faire douter de cet allié à double face. Notre correspondant en Allemagne, M. Jürgen Olbert, a porté à notre attention des faits troublants et il nous a fait parvenir une série de documents dont l'examen nous révèle la position pour le moins ambiguë que tiennent quelques membres du gouvernement français, principalement le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, monsieur Claude Allègre. Même si sa position sur l'enseignement précoce de l'anglais était connue depuis un moment déjà, ses entrevues récentes et sa conférence donnée en anglais exclusivement à un Congrès scientifique, réunissant en majorité des chercheurs français qui avait lieu à Lyon l'automne dernier, a de quoi inquiéter, surtout que le Premier Ministre Lionel Jospin, semble laisser les coudées franches à son ministre. voire endosse ses positions. Je renvoie le lecteur intéressé à l'éditorial de Philippe de Saint-Robert paru dans la revue *Lettre(s)*, le Bulletin édité par l'ASSELAF (Association pour la sauvegarde et l'expansion de la langue française) dans lequel il retrace les « grandes lignes » de la pensée de Monsieur Allègre ; qu'un ministre puisse écrire que « l'anglais est devenu une commodité, au même titre que l'ordinateur de bureau ou Internet. [..] Il faudrait l'enseigner dans les petites classes, dès la maternelle » (*Le Figaro*, 4 décembre 1997) surprend, surtout quand on connaît les effets plutôt discutables de l'enseignement précoce des langues.

La position d'Allègre est, malheureusement, partagée par Lionel Jospin qui concède dorénavant à l'anglais la souveraineté linguistique dans le domaine des communications tout azimut, comme il l'avouait lors du dernier Sommet de la Francophonie tenu à Hanoï en 1997. Bref, en France, il semble bien que l'on ait baissé les bras et que l'on se résigne à faire de l'anglo-américain la langue d'échange dans cette Europe remodelée, et du français une langue de culture vouée à la fossilisation à long terme. De ce côté-ci de l'Atlantique, on s'étonne de la position de la France, surtout si l'on compare cette attitude avec celle qu'adopte le Québec depuis quelques décennies où le français reste une préoccupation voire une lutte perpétuelle. Bien sûr, la situation linguistique n'est pas résolue au Québec et le visiteur occasionnel constatera que l'anglais devient monnaie courante au centre-ville de Montréal, mais on peut au moins se rassurer en se disant que la majorité de québécois et québécoises se disent en faveur du maintien voire du renforcement de l'application des lois linguistiques. Il est reconnu que le Québec, sous certains aspects, est plus puriste que la France et adopte plus rapidement des équivalents français pour des termes nouvellement créés dans le domaine des technologies, par exemple.

Malheureusement, les signes qui nous proviennent de France nous laisse croire que le Québec est bien seul et isolé dans la défense et la promotion de la langue française. On objectera que la précarité du Québec tient à sa situation géographique qui affine la conscience linguistique et justifie une telle attitude de survie, mais on s'explique mal que la France, en position dominante en Europe, acquiesce aussi facilement à « une langue alignée sur le dollar », pour reprendre le titre d'un éditorial de Philippe de Saint-Robert (*Lettre(s)*, vol. 21 (janvier 1998)). On sait pertinemment que l'anglo-américain n'est pas uniquement une langue de communication, mais qu'elle porte en elle une culture impérialiste qui s'accommode plus ou moins bien avec les cultures nationales. Le prochain sommet de la francophonie qui se tiendra à Moncton en septembre prochain devrait être l'occasion de mettre cartes sur table et de mesurer l'engagement réel de la France et son rôle de leadership dans l'espace francophone.

Roger Chamberland